

LE PROJET D'OLÉODUC DU MACKENZIE—LES INSTANCES
AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DES É.-U.

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources? Le jeudi 22 mars et de nouveau le 2 Avril, le ministre a parlé de mesures qu'il a prise il y a un peu plus d'un an et qu'on a expliquées depuis lors à plusieurs reprises au gouvernement américain relativement à la question d'un oléoduc suivant la vallée du Mackenzie pour le transport du pétrole brut de l'Alaska vers les marchés et aux instances faites auprès du gouvernement des États-Unis à cet égard. Le 14 février, le ministre, en réponse à une question du député de Calgary-Nord sur le même sujet, a déclaré:

Monsieur l'Orateur, le «assez récemment», évoqué par le député, remonte à 11 mois. Le gouvernement n'a pas l'intention de renouveler ses observations.

Le ministre voudrait-il . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ferai respectueusement observer au député que son préambule est peut-être un peu trop long. Pourrait-il en venir à la question? Quoi qu'il en soit, il y arrive justement, je pense.

M. Bawden: Le ministre voudrait-il nous dire laquelle de ses réponses était exacte?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Les deux, monsieur l'Orateur. Nous avons répété au gouvernement américain les déclarations que j'ai faites et qui ont été déposées à la Chambre au cours de la dernière session. Le député, en tant que nouveau venu, aimerait peut-être en prendre connaissance. De fait elles étaient . . .

M. l'Orateur: A l'ordre. J'hésite à interrompre, mais, à mon avis, les questions supplémentaires ont pris la tournure d'un débat. Peut-être ferions-nous mieux d'aborder un autre sujet pendant quelques instants.

* * *

LES FINANCES

LES PERSPECTIVES D'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR
L'ANNÉE FINANCIÈRE EN COURS

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme nous avons maintenant les chiffres des dépenses et des revenus pour les premiers 11 mois et qu'ils révèlent un excédent de plus d'un milliard de dollars, le ministre des Finances et le gouvernement prévoient-ils toujours l'équilibre budgétaire pour l'année financière en cours?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, encore une fois l'honorable représentant devra consulter les chiffres budgétaires et non budgétaires pour en arriver à la position de caisse du gouvernement. Les députés le savent: habituellement, les dépenses accusent une hausse considérable dans le dernier mois, surtout

Questions orales

dans les 30 jours suivant la fin de l'année où les allocations définitives sont permises. Nous serons alors mieux situés que maintenant pour savoir exactement ce qui en est.

M. Baldwin: Comment se porte la caisse d'assurance-chômage?

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

LES MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS À DES INDIENS
DE GRAND RAPIDS (Man.)—LES MESURES DISCIPLINAIRES

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, puis-je demander au solliciteur général si on a porté à son attention les plaintes de certains Indiens qui habitent à Grand Rapids, au Manitoba, au sujet de mauvais traitements qu'ils auraient subis de la part d'agents de la GRC, et l'enquête faite à la suite de ces plaintes par l'ombudsman du Manitoba?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Oui, monsieur l'Orateur, nous avons été informés de ces incidents et des mesures disciplinaires ont été prises contre les agents en cause.

M. Orlikow: Le solliciteur général nous dirait-il si les mesures disciplinaires qui ont été prises contre ces agents de la GRC ont consisté essentiellement en des mutations à d'autres postes au Manitoba de ces agents coupables d'infractions graves?

M. Allmand: Monsieur l'Orateur, je vais obtenir ces renseignements et les faire parvenir au député. Je ne les ai pas actuellement.

M. Orlikow: Monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il, par la même occasion, juger si les mesures disciplinaires ont été proportionnées à la nature très grave des accusations?

* * *

LES FINANCES

L'INTÉRÊT EXIGÉ PAR LES BANQUES À CHARTE—
REQUÊTE AU MINISTRE QUANT AU MAINTIEN DU TAUX
ACTUEL

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme la Banque royale du Canada a dépassé récemment le plafond fixé en juin dernier par le ministre pour les taux d'intérêt, et comme une augmentation des taux d'intérêt à l'heure actuelle ralentira certainement l'économie et rendra plus difficile d'offrir des emplois, le ministère a-t-il communiqué avec les présidents des banques à charte canadiennes et ceux-ci lui ont-ils donné l'assurance qu'ils n'ont pas l'intention d'augmenter ces taux maintenant?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je me suis entretenu avec le gouverneur de la Banque du Canada, dont relève en premier lieu la politique monétaire et je suis la conjoncture sous ses aspects tant national qu'international.